les Républicains
Val-de-Marne
Autrement

Créteil, le 25 juin 2018,

COMMUNIQUE DE PRESSE

Lors de la séance du Conseil départemental du lundi 18 décembre dernier, les élus du groupe Val-de-Marne Autrement se sont abstenus sur les subventions aux bailleurs sociaux 2018.

Les élus du groupe ont rappelé **qu'ils n'étaient pas réfractaires à construire du logement social.** Bien au contraire. Cependant, **ils ont dénoncé le dogmatisme de la gauche départementale, qui en dépit des réalités territoriales continue à promouvoir la construction de logements sociaux dans les endroits qui en concentrent déjà beaucoup trop**.

Les élus sont particulièrement opposés à la construction de nouveaux logements sociaux à Ivry-sur-Seine, qui en compte déjà près de 42% : en effet, en novembre 2015, Patrick Kanner, ministre de la Ville avait pourtant indiqué aux élus que « les objectifs de programmation de la commune d'Ivry sont suivis très attentivement par le Préfet du Val-de-Marne, notamment sur la nécessité d'augmenter la part de PLS ».

Force est de constater que ce n'est pas le cas puisque la délibération propose de subventionner deux opérations de 61 et 53 logements sociaux, dont seulement 11 PLS (attribués aux familles dont les revenus sont trop élevés pour pouvoir accéder aux locations HLM ordinaires, mais trop bas pour pouvoir se loger dans le secteur privé), soit moins de 10%. Ces opérations de logements sont donc contraires au rééquilibrage demandé par l'Etat et ne vont pas dans le bon sens pour la mixité sociale, élément indispensable du bien-vivre ensemble dans nos villes.

S'agissant des opérations subventionnées dans cette délibération, les élus approuvent cependant la construction de logements sociaux dans les villes qui en comptent moins de 40% comme à Nogent-sur-Marne ou à Villejuif mais également à l'ensemble des opérations de réhabilitation et résidentialisation dans l'ensemble des communes val-de-marnaises.

Les élus du groupe Les Républicains Val-de-Marne Autrement ont donc rappelé leurs propositions pour une vraie mixité sociale au travers d'un urbanisme maîtrisé et des constructions de qualité et à taille humaine :

1/ **Arrêter de financer la construction de nouveaux logements dans les villes qui en comptent déjà beaucoup trop**. « Faut-il encore construire des logements sociaux à Bonneuil qui concentre 75,73% de logements sociaux, Valenton 63,2%, Orly 59,5% ? Nous pensons que non ! » a argumenté le Président du groupe Olivier Capitanio.

2/ **Utiliser les crédits ainsi économisés pour rénover les logements sociaux** dans ces communes.

3/ **Faciliter l'accession sociale à la propriété et la construction de logements intermédiaires pour les classes moyennes**.